

Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 30 juin 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'un ralentissement de la croissance dans plusieurs grands pays émergents ainsi que de la persistance de la récession dans la zone euro, les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont été revues à la baisse par le Fonds Monétaire International (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2013, la croissance de la production mondiale s'élèverait à + 3,1 % en 2013, contre + 1,7 % aux États-Unis et - 0,6 % dans la zone euro.

Au cours du deuxième trimestre 2013, le PIB a augmenté de 0,3% dans la zone euro par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat. En France, le PIB a rebondi au deuxième trimestre (+ 0,5 %), soit la plus forte hausse observée depuis le premier trimestre 2011. La production totale de biens et services a nettement accéléré (+ 0,9 % après 0,0 %) et les dépenses de consommation des ménages ont à nouveau augmenté (+ 0,4 % après - 0,1 %).

Lors de sa réunion du 1er août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,50 %, 0,25 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a déclaré que « les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique ». Il a par ailleurs précisé que l'orientation de la politique monétaire demeurerait accommodante aussi longtemps que nécessaire et que le Conseil des gouverneurs prévoyait que les taux d'intérêts directeurs resteraient à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée.

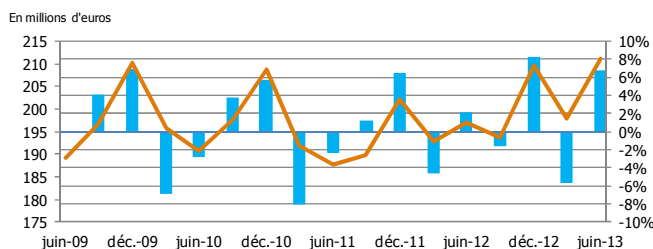
DES INDICATEURS FINANCIERS RÉSISTANTS

Malgré un contexte économique peu porteur au deuxième trimestre, le secteur bancaire continue à afficher des signes de robustesse avec des indicateurs qui restent en hausse, et confirme ainsi ses performances enregistrées en début d'année. Cette croissance est principalement soutenue par le dynamisme de la collecte d'épargne (+6,8 %), les financements consentis à l'économie n'enregistrant pour leur part qu'une faible progression (+1,4 %).

Cette évolution des crédits à l'économie au deuxième trimestre est portée par l'augmentation des crédits aux entreprises (+3,3 %) et, dans une moindre mesure, celle des crédits aux ménages (+1,4 %).

La collecte d'épargne bénéficie quant à elle de la forte hausse des dépôts à vue (+22 %) et de la croissance de l'épargne à long terme (+ 4,1%).

Evolution des actifs financiers



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT QUI ÉVOLUE FAIBLEMENT

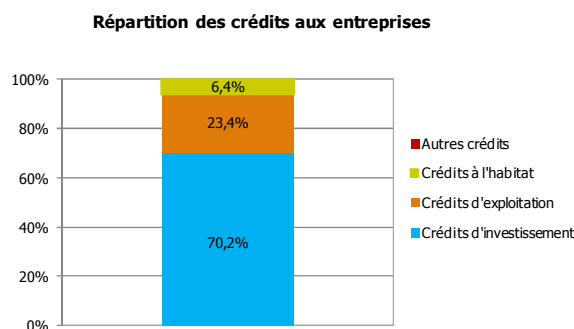
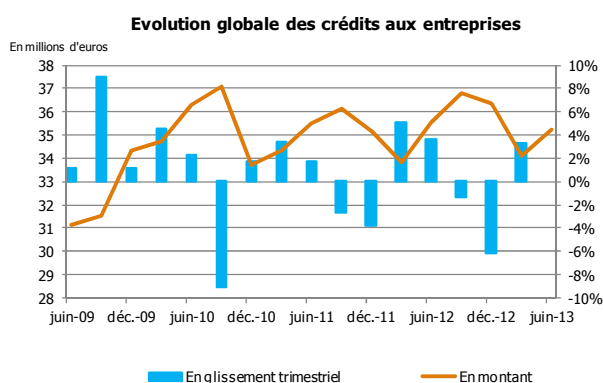
Timide reprise des crédits aux entreprises

L'encours de crédit global aux entreprises atteint 35,2 millions d'euros à la fin du deuxième trimestre 2013, enregistrant une hausse de 3,3% sur cette période. Toutefois, ce léger rebond sur le trimestre, ne vient pas effacer la tendance qui se dégage sur un an, laquelle fait davantage état d'un tassement des financements consentis aux entreprises (-0,8%).

La reprise des crédits d'exploitation (+8,7% sur le trimestre), principal élément de croissance du crédit aux entreprises, se traduit par la forte hausse des mobilisations de créances commerciales (+24,1%) et de l'utilisation au débit des comptes ordinaires (+11,2%). Cette évolution fait écho aux besoins de trésorerie des entreprises qui interviennent traditionnellement à cette période.

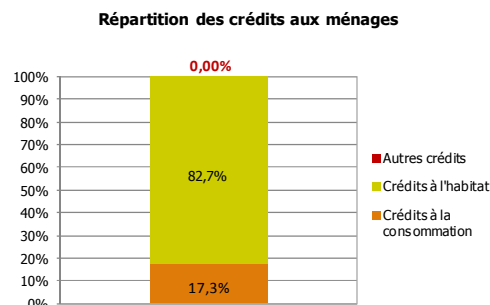
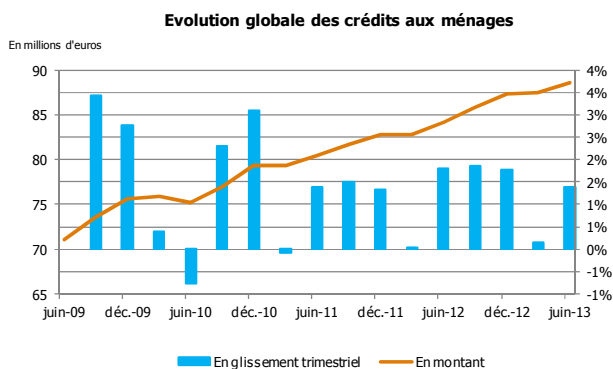
La forte progression des crédits immobiliers aux entreprises (+39,6% sur le trimestre), vient également soutenir cette tendance de légère reprise, et compenser ainsi le recul affiché au niveau des crédits d'investissement.

En effet, les crédits d'investissement accusent une baisse pour le troisième trimestre consécutif (-0,7%), atteignant 24,7 millions d'euros, soit l'un des plus bas niveaux affichés depuis juin 2009. Ce cumul d'évolutions négatives impacte le rythme de croissance annuel, faisant passer celui-ci à -3,6%.



Faible hausse des crédits aux ménages

Au deuxième trimestre, l'encours sain des crédits aux ménages progresse faiblement enregistrant une augmentation de 1,2 millions d'euros (+1,4 %). En glissement annuel, la tendance haussière est plus significative atteignant 5,2 %.



Appuyée par une consommation des ménages qui demeure bien orientée au deuxième trimestre, notamment caractérisée par des ventes de véhicules de tourisme qui repartent à la hausse, l'activité de **crédit à la consommation des ménages** poursuit sa croissance à un rythme modéré (+3,3%). Cette évolution se traduit principalement par des encours de crédits de trésorerie qui augmentent sensiblement (+3,9%).

De son côté, le **financement des investissements immobiliers des ménages** se stabilise au deuxième trimestre (+1,0%), tandis que la tendance observée sur l'année reste soutenue (+ 4,8%)

Des crédits aux collectivités en recul

L'encours des crédits aux collectivités locales atteint 18,9 millions d'euros à la fin du mois de juin 2013 et représente 13,1 % de l'ensemble des crédits distribués aux agents économiques de l'archipel. Constitué presque exclusivement (94,1 %) de crédits à l'équipement, il s'inscrit en légère baisse ce trimestre (-1,8%).

Une sinistralité en diminution

L'encours de créances douteuses brutes porté par les établissements de crédit poursuit sa baisse au deuxième trimestre (-1,6 %). Cette évolution se traduit par un taux de créances douteuses qui continue à s'améliorer en revenant à 4,9% à fin juin 2013 (-0,1 point sur le trimestre).

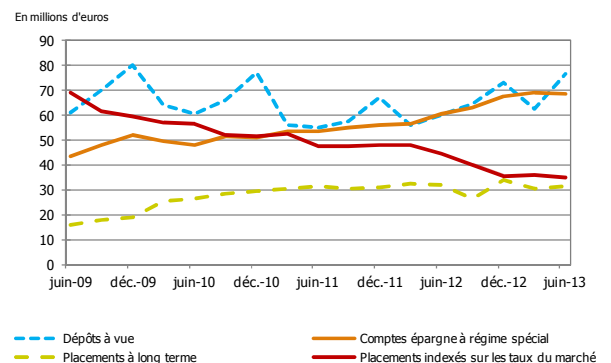
HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers détenus par les agents économiques saint-pierrais atteignent 211,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. Ils s'inscrivent en hausse de 6,8 % par rapport au trimestre précédent. Ce niveau est le plus élevé affiché depuis 4 ans. La progression est d'autant plus marquée sur une période d'un an (+7,2 %), et concerne majoritairement les actifs financiers des autres agents économiques (principalement les collectivités locales).

Cette croissance s'explique principalement par le dynamisme des dépôts à vue. En effet, ils enregistrent une hausse de 22,0 % ce trimestre, soit une augmentation de 13,8 millions d'euros. L'épargne à long terme progresse également de 1,3 millions d'euros (+4,1 %).

De leur côté, les placements liquides marquent le pas, en retrait de 1,6 millions d'euros (-1,6 %).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



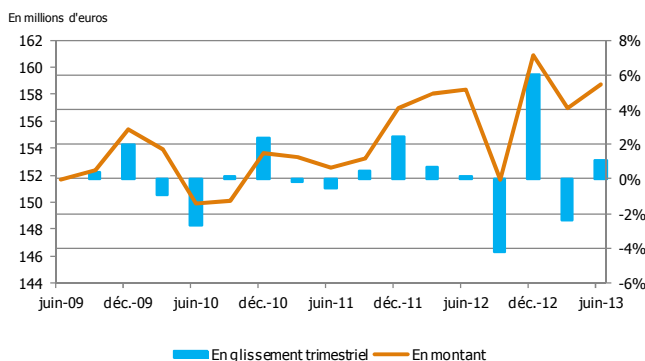
Progression de l'épargne des ménages

Les placements des ménages affichent une croissance de 1,1 % au deuxième trimestre 2013, totalisant 158,7 millions d'euros.

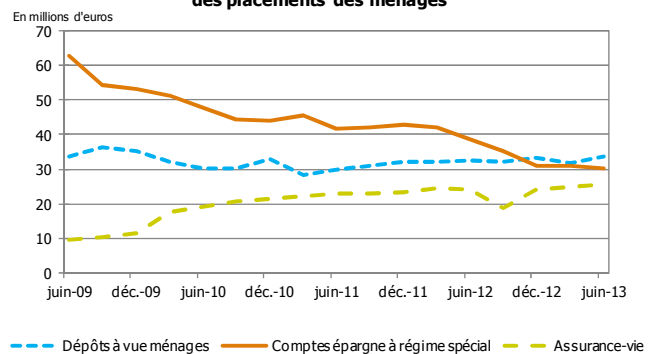
Les placements bénéficient de la progression des dépôts à vue (+1,9 millions d'euros, soit +5,9 %) ainsi que de l'augmentation régulière de la collecte sur le livret A (+2,7 %). En effet, celle-ci connaît une croissance soutenue depuis plus d'un an, encouragée par les relèvements de plafonds d'épargne sur ce support intervenus en fin d'année 2012.

L'épargne à long terme contribue également à la progression de l'ensemble (+1,3 millions d'euros, soit +4,1 %), notamment grâce à la collecte sur les contrats d'assurance-vie, principale composante de l'épargne longue des ménages, (+3,9 %), et dans une moindre mesure, sur les plans d'épargne logement (+4,4 %).

Evolution des actifs financiers des ménages



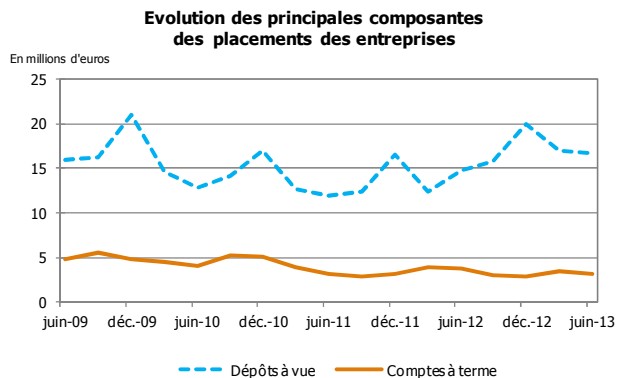
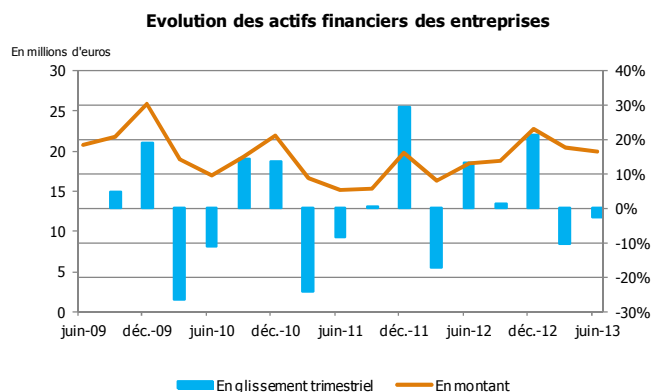
Evolution des principales composantes des placements des ménages



Contraction des placements des entreprises

Tel qu'observé au trimestre précédent, **les actifs financiers détenus par les sociétés non financières** se contractent de nouveau à fin juin 2013 (-2,5 %).

Affichant un encours en recul de 5,4 % au deuxième trimestre, les comptes à terme tirent la tendance vers le bas. Les dépôts à vue impactent également à la baisse les actifs financiers. En effet, ces derniers diminuent de 1,9 % par rapport au trimestre précédent. Cependant, sur un an, les actifs financiers des entreprises maintiennent un rythme de progression soutenu (+1,4 millions d'euros, soit +7,6 %).



Croissance importante des placements des autres agents

Les placements des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de Sécurité Sociale, et les institutions sans but lucratif), enregistrent une forte progression au deuxième trimestre 2013 (+12,1 millions d'euros, soit +59,6 %). La collecte globale s'établit à 32,5 millions d'euros au 30 juin 2013, majoritairement détenue sous forme de dépôts à vue (80 %).

Les dépôts à vue, après avoir essuyé une baisse importante au premier trimestre, repartent fortement à la hausse (+12,3 millions d'euros, soit +88,2 %), atteignant 26,1 millions d'euros à la fin du deuxième trimestre. Cette progression s'inscrit également sur un an avec une croissance de 12,5 millions d'euros des dépôts, soit un doublement de l'encours.

Les placements liquides restent quant à eux stables au deuxième trimestre (-0,9 %) pour un montant total de 6,5 millions d'euros.

MÉTHODOLOGIE

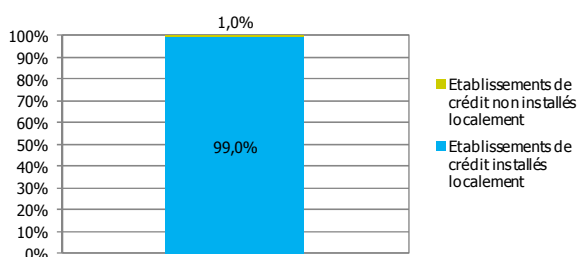
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

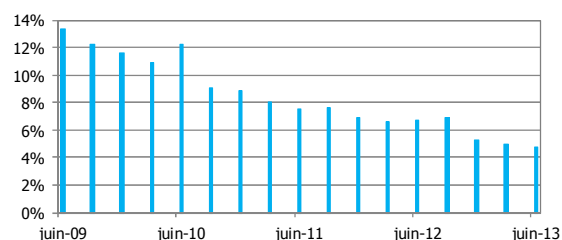
Les crédits à l'économie

en millions d'EUR ou de XPF	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	7,3	8,3	9,6	9,1	10,4	10,1	7,6	8,3	8,7%	-8,9%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	1,7	2,8	3,3	4,3	4,5	0,7	0,9	24,1%	-72,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,7	1,4	1,9	2,1	2,5	2,8	2,9	2,9	1,4%	38,9%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-7,9%	-39,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,6	5,2	4,8	3,7	3,6	2,8	4,0	4,4	11,2%	19,6%
<i>Affecturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	23,8	27,6	25,1	25,6	25,6	25,4	24,9	24,7	-0,7%	-3,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	23,8	27,6	25,1	25,6	25,6	25,4	24,9	24,7	-0,7%	-3,6%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1,8	1,7	1,5	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8	-1,6%	-23,2%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,0	0,4	0,8	0,8	0,9	0,9	1,6	2,3	39,6%	172,0%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	31,2	36,3	35,5	35,5	36,8	36,4	34,1	35,2	3,3%	-0,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	11,7	12,0	14,1	14,3	14,8	15,0	14,8	15,3	3,3%	7,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	10,5	11,5	13,5	13,8	14,2	14,5	14,3	14,9	3,9%	7,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,2	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	-16,1%	-6,7%
<i>Crédit-bail</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,6%	-13,0%
Crédits à l'habitat	59,4	63,3	66,3	69,9	71,0	72,3	72,6	73,3	1,0%	4,8%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	71,1	75,3	80,4	84,2	85,8	87,3	87,4	88,6	1,4%	5,2%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	15,2	21,9	16,9	15,1	14,8	17,4	17,0	17,8	5,0%	18,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	15,2	21,9	16,9	15,1	14,8	17,4	17,0	17,8	5,0%	18,2%
Autres crédits	2,6	2,4	1,9	1,5	1,5	1,3	1,3	1,1	-14,9%	-25,9%
Encours sain	17,9	24,3	18,8	16,6	16,2	20,2	19,3	18,9	-1,8%	14,3%
Autres agents										
Encours sain	3,3	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	12,6%	26,7%
TOTAL										
Encours sain	123,423	136,855	135,736	137,421	139,990	144,965	142,062	144,198	1,5%	4,9%
dont ECNIL	7,281	9,194	2,101	1,738	1,565	1,625	1,610	1,662	3,3%	-4,3%
Créances douteuses brutes	13,737	12,116	10,931	9,765	10,344	7,917	7,284	7,166	-1,6%	-26,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5,626	3,015	3,659	2,858	3,445	2,331	2,329	2,248	-3,5%	-21,3%
(dt) <i>Entreprises</i>	4,766	2,235	3,279	2,754	3,237	2,059	2,067	1,989	-3,7%	-27,7%
(dt) <i>Ménages</i>	0,859	0,779	0,380	0,104	0,208	0,273	0,262	0,258	-1,7%	148,4%
<i>Provisions</i>	8,111	9,102	7,272	6,908	6,899	5,586	4,955	4,918	-0,7%	-28,8%
Encours brut total	137,160	148,971	146,667	147,186	150,334	152,882	149,346	151,364	1,4%	2,8%
Taux de créances douteuses	13,3%	12,2%	7,6%	6,7%	7,0%	5,2%	4,9%	4,8%	-0,1 pt	-1,9 pt
dont ECIL	11,4%	8,8%	8,0%	6,6%	6,7%	7,0%	5,2%	4,9%	-0,3 pt	-1,7 pt
Taux de provisionnement	59,9%	77,2%	66,5%	70,7%	66,7%	70,6%	68,0%	68,6%	0,6 pt	2,1 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	20,7	16,9	15,2	18,5	18,7	22,7	20,4	19,9	-2,5%	7,6%
Dépôts à vue	15,9	12,8	12,0	14,7	15,7	19,9	17,0	16,7	-1,9%	13,1%
Placements liquides ou à court terme	4,8	4,1	3,2	3,8	3,0	2,9	3,4	3,2	-5,4%	-14,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	4,8	4,1	3,2	3,8	3,0	2,9	3,4	3,2	-5,4%	-14,1%
<i>dont comptes à terme</i>	4,8	4,1	3,2	3,8	3,0	2,9	3,4	3,2	-5,4%	-14,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Ménages	151,7	149,9	152,6	158,4	151,7	160,8	157,0	158,7	1,1%	0,2%
Dépôts à vue	33,5	30,1	29,9	32,3	32,2	33,4	31,8	33,7	5,9%	4,1%
Placements liquides ou à court terme	102,4	93,6	91,2	94,0	93,0	93,7	95,1	93,7	-1,5%	-0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	39,6	45,9	49,3	55,5	57,8	62,8	64,2	63,6	-0,8%	14,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	33,3	39,3	41,5	46,3	48,2	51,9	52,4	51,6	-1,6%	11,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	5,8	6,1	7,3	8,8	9,1	10,4	11,2	11,5	2,7%	31,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-1,2%	7,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-41,7%	-40,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-9,2%	39,0%
Placements indexés sur les taux de marché	62,9	47,7	41,8	38,6	35,2	30,9	30,9	30,0	-2,9%	-22,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	61,0	46,6	40,8	37,5	34,1	29,7	29,8	28,7	-3,7%	-23,3%
<i>dont bons de caisse</i>	1,8	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,3	20,0%	19,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	15,8	26,2	31,5	32,0	26,4	33,7	30,1	31,4	4,1%	-2,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,2	2,4	2,7	3,0	3,4	4,2	4,9	5,1	4,4%	68,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,1	4,6	5,9	4,8	4,5	5,2	0,4	0,4	14,9%	-90,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	9,5	19,2	22,9	24,2	18,6	24,3	24,8	25,8	3,9%	6,7%
Autres agents	16,7	23,8	19,8	20,0	23,4	26,0	20,4	32,5	59,6%	62,7%
Dépôts à vue	11,4	17,4	13,1	12,9	16,4	19,5	13,8	26,1	88,2%	101,6%
Placements liquides ou à court terme	5,4	6,4	6,7	7,1	6,9	6,5	6,5	6,5	-0,9%	-8,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,8	2,1	4,1	5,1	5,0	4,7	4,8	4,7	-1,8%	-7,5%
Placements indexés sur les taux de marché	1,5	4,4	2,5	2,0	1,9	1,8	1,7	1,8	1,8%	-10,9%
<i>dont comptes à terme</i>	1,5	4,4	2,5	2,0	1,9	1,8	1,7	1,8	1,8%	-10,9%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	8,5%
Total actifs financiers	189,2	190,6	187,6	196,9	193,8	209,6	197,8	211,1	6,8%	7,2%
Dépôts à vue	60,8	60,2	55,1	60,0	64,4	72,7	62,6	76,4	22,0%	27,3%
Placements liquides ou à court terme	112,6	104,2	101,0	104,9	102,9	103,1	105,0	103,4	-1,6%	-1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	43,4	48,0	53,5	60,6	62,9	67,5	69,0	68,3	-0,9%	12,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	33,3	41,4	45,3	51,0	52,8	56,2	56,6	55,8	-1,6%	9,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	5,9	6,2	7,7	9,1	9,5	10,8	11,8	12,1	2,4%	32,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-1,2%	7,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-41,7%	-40,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-9,2%	39,0%
Placements indexés sur les taux de marché	69,2	56,2	47,6	44,3	40,1	35,6	36,1	35,0	-2,9%	-20,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	67,4	55,1	46,5	43,2	39,0	34,4	35,0	33,7	-3,6%	-21,9%
<i>dont bons de caisse</i>	1,8	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,3	20,0%	19,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	15,8	26,2	31,5	32,0	26,5	33,7	30,1	31,4	4,1%	-2,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,2	2,4	2,7	3,0	3,4	4,2	4,9	5,1	4,4%	68,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	-7,4%	-9,1%
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,1	4,6	5,9	4,8	4,5	5,2	0,4	0,4	14,9%	-90,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	9,5	19,2	22,9	24,2	18,6	24,3	24,8	25,8	3,9%	6,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : septembre 2013